

États financiers de

**Société de revitalisation du secteur riverain de
Toronto**

(faisant affaire sous le nom de Waterfront Toronto)

31 mars 2020

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

31 mars 2020

Table des matières

Responsabilité de la direction pour les états financiers	1
Rapport de l'auditeur indépendant	2-3
État de la situation financière	4
État des résultats	5
État des gains et pertes de réévaluation	6
État de l'évolution de l'actif net	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8-19



Responsabilité de la direction pour les états financiers

25 juin 2020

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (la « Société »). Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public établies par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada). Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la Note 2 aux états financiers.

La direction est également responsable du maintien du système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les transactions sont autorisées et comptabilisées correctement, et que de l'information financière fiable est disponible en temps opportun pour la préparation des états financiers.

La direction rencontre les auditeurs externes, les comités de finances, de vérification et de gestion des risques et le Conseil d'administration pour examiner les états financiers et pour discuter de l'information financière ou des contrôles internes significatifs avant l'approbation des états financiers.

Les états financiers ont été audités par BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP, les auditeurs externes indépendants nommés par le Conseil d'administration. Le rapport de l'auditeur indépendant ci-joint décrit les responsabilités de la direction, les responsabilités de l'auditeur, l'étendue de son examen et de son opinion sur les états financiers de la Société.

Handwritten signature of George Zegomas in black ink.

Président-directeur général

Handwritten signature of H.H. Taylor in black ink.

Chef des finances

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (la « Société »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et les états des résultats, des gains et pertes de réévaluation, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers (suite)

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BDO CANADA S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Mississauga (Ontario)
25 juin 2020

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

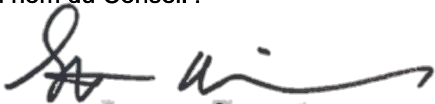
État de la situation financière

au 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Actif		
Court terme		
Encaisse	87 249 424	75 377 644
Placements à court terme	-	10 189 542
Débiteurs (Note 3)	86 795 715	28 523 480
Dépôts et frais payés d'avance et autres actifs (Note 4)	4 850 089	5 460 143
	178 895 228	119 550 809
Encaisse et placements affectés (Note 5)	27 693 933	18 997 365
Actifs en voie d'aménagement (Note 6)	685 913 187	483 092 645
Immobilisations (Note 7)	90 692 130	90 141 657
	983 194 478	711 782 476
Passif et actif net		
Court terme		
Créditeurs et frais courus (Note 9)	45 084 203	24 927 688
Apports reportés (Note 10)	176 108 768	101 652 189
Autres passifs et obligations (Note 11)	948 086	805 133
	222 141 057	127 385 010
Autres passifs et obligations (Note 11)	4 560 003	4 499 793
	226 701 060	131 884 803
Actif net (Note 12)	756 493 418	579 897 673
	983 194 478	711 782 476

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du Conseil :



Administrateur



Administrateur

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Produits affectés :		
Ville de Toronto	90 523 194	101 615 893
Gouvernement du Canada	45 076 297	58 501 904
Province de l'Ontario	116 440 200	-
Autres apports affectés	14 734 058	10 581 547
	266 773 749	170 699 344
Moins : Apports du gouvernement pour actifs en voie d'aménagement	(191 126 483)	(122 565 588)
Augmentation des apports reportés pour la continuité des opérations liés aux exercices futurs	(74 456 579)	(44 222 908)
	1 190 687	3 910 848
Charges (Note 13)		
Ensemble des localités	1 322 103	1 760 549
Initiatives stratégiques	1 331 304	4 505 557
Eastern Waterfront Transit	1 122 781	1 093 964
Projets Signature	559 814	-
Lieux publics	177 011	25 319
	4 513 013	7 385 389
Insuffisance des produits sur les charges, avant les autres éléments	(3 322 326)	(3 474 541)
Autres produits de fonctionnement nets (Note 16)	2 976 715	2 275 881
Produits tirés de la vente de terrains et autres produits (Note 17)	360 150	29 252 829
Excédent des produits sur les charges	14 539	28 054 169

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto
État des gains et pertes de réévaluation
Exercice terminé le 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Cumul du gain de réévaluation, au début de l'exercice	252 025	135 385
Perte non réalisée attribuable à la conversion des devises	(22 408)	(222 740)
Gain non réalisé (perte non réalisée) attribuable aux contrats de change à terme (Note 19)	(260 869)	305 429
Gain non réalisé attribuable aux placements à court terme	52 602	33 951
Gain net (perte nette) de réévaluation pour l'exercice	(230 675)	116 640
Cumul du gain de réévaluation, à la fin de l'exercice	21 350	252 025

État de l'évolution de l'actif net
Exercice terminé le 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Actif net, au début de l'exercice	579 897 673	429 161 276
Plus : excédent des produits sur les charges	14 539	28 054 169
Plus : gain net (perte nette) de réévaluation	(230 675)	116 640
Plus : apports du gouvernement pour actifs en voie d'aménagement	191 126 483	122 565 588
Moins : transfert d'actifs au gouvernement (Note 6)	(14 314 602)	-
Actif net, à la fin de l'exercice	756 493 418	579 897 673

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	14 539	28 054 169
Ajustement pour rapprocher l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges avec les flux de trésorerie nets provenant des activités de fonctionnement		
Amortissement des immobilisations	489 621	259 992
Perte non réalisée attribuable à la conversion des devises	(22 408)	(222 740)
Gain non réalisé (perte non réalisée) attribuable aux contrats de change à terme	(260 869)	305 429
Gain non réalisé attribuable aux placements à court terme	52 602	33 951
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation nette des apports reportés	74 456 579	44 222 908
Actif à court terme (débiteurs, dépôts et frais payés d'avance)	(57 662 181)	(24 325 601)
Passif à court terme (crédoiteurs, autres passifs et obligations)	20 359 679	2 612 326
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de fonctionnement	37 427 562	50 940 433
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations		
Apport en encaisse du gouvernement pour les actifs en voie d'aménagement	191 126 483	122 565 588
Sorties de fonds pour l'acquisition d'actifs en voie d'aménagement	(217 135 144)	(139 081 873)
Sorties de fonds pour l'acquisition d'immobilisations	(1 040 093)	(1 677 619)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement en immobilisations	(27 048 756)	(18 193 904)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Montants investis en encaisse et placements affectés	(8 696 568)	(6 500 969)
Rentrées de fonds tirés de placements à court terme	10 189 542	6 942 224
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'investissement	1 492 974	441 255
Augmentation de l'encaisse	11 871 780	33 187 784
Encaisse, au début de l'exercice	75 377 644	42 189 860
Encaisse, à la fin de l'exercice	87 249 424	75 377 644

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

1. Description de la société

La Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (la « Société ») a été constituée le 1^{er} novembre 2001 en vertu des lois de l'Ontario et son seul actionnaire est la province de l'Ontario.

En vertu de la Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (la « Loi »), la Société poursuit ses activités à titre de société sans capital-actions depuis le 15 mai 2003. La Société est réputée ne pas être un organisme de la Couronne au sens de la Loi sur les organismes de la Couronne.

En vertu de la Loi, les objectifs de la Société sont les suivants :

- a) Mettre en œuvre un programme qui accroît la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné et qui crée un secteur riverain accessible et dynamique pour le logement, le travail et les loisirs, et ce, d'une façon respectueuse de l'environnement et financièrement responsable;
- b) Faire en sorte que l'aménagement continu du secteur riverain désigné se poursuive de manière autonome sur le plan financier;
- c) Promouvoir et encourager la participation du secteur privé à l'aménagement du secteur riverain désigné;
- d) Encourager le public à formuler des observations au sujet de l'aménagement du secteur riverain désigné;
- e) Se livrer aux autres activités que prescrivent les règlements.

2. Principales méthodes comptables

a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public, notamment à l'aide des chapitres de la série 4200 des normes figurant dans le manuel de Comptables professionnels agréés (CPA) du Canada.

b) Comptabilisation des produits

La Société suit la méthode du report pour la comptabilisation des apports affectés. Selon cette méthode, les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice pendant lequel les frais connexes sont engagés. Les apports affectés pour lesquels les restrictions connexes demeurent incomplètes sont comptabilisés à titre d'apports reportés.

Les apports utilisés pour l'achat d'immobilisations amorties sont reportés et amortis en tant que produits à un taux correspondant au taux d'amortissement pour les immobilisations connexes. Les apports pour l'achat d'immobilisations non amorties, telles qu'un terrain, et d'actifs en voie d'aménagement qui seront transférés aux gouvernements une fois achevés sont comptabilisés à titre d'apports directs dans l'actif net.

Selon les ententes relatives aux apports, les apports du gouvernement peuvent seulement être appliqués contre les paiements des coûts admissibles à l'égard des activités de projet définies dans ces ententes. Les apports non affectés, tels que les autres éléments de fonctionnement, sont comptabilisés comme produits dans la période courante.

En plus des apports, la Société dispose de plusieurs autres sources de produits, qui sont comptabilisés comme suit :

i) Exploitation d'immeubles : Les produits tirés de l'exploitation d'immeubles comprennent principalement les revenus locatifs tirés d'activités de location et de stationnement. Les revenus de stationnement sont comptabilisés au point de service selon la méthode de comptabilité de caisse. Les revenus d'immeubles locatifs sont comptabilisés au moment où ils sont gagnés au cours du bail du locataire. Waterfront Toronto a conservé pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété des immeubles qu'il loue et, par conséquent, comptabilise les baux avec ses locataires comme contrats de location-exploitation. Les revenus locatifs comprennent le recouvrement des dépenses de fonctionnement, y compris l'impôt foncier, la taxe sur le capital et d'autres impôts et taxes similaires. Les recouvrements de dépenses de fonctionnement sont comptabilisés au cours de la période où ils sont imputés aux locataires.

2. Principales méthodes comptables (suite)

ii) **Vente de terrains :** Le gain ou la perte de la vente de biens immobiliers appartenant à la Société est comptabilisé au moment où le titre est transféré à l'acheteur (le contrôle est transféré) à la clôture de la transaction, soit au moment où pratiquement tous les fonds sont reçus ou à recevoir et que les autres conditions de vente sont remplies.

iii) **Accords de prestation :** La Société a conclu certains accords liés à la prestation de services de gestion et d'aménagement de construction. En vertu de ces accords, la Société facture les coûts admissibles aux clients à mesure qu'ils sont encourus. Les revenus liés à ces accords sont comptabilisés à leur facturation, c'est-à-dire lorsque les coûts peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

c) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés au coût lorsqu'ils sont acquis, à l'exception des apports, qui sont comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, les placements cotés sur un marché actif sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains ou les pertes non réalisés sont comptabilisés à l'état des gains et pertes de réévaluation. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement moins toute dépréciation, s'il y a lieu. Les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des changements de situation indiquent la possibilité d'une dépréciation de l'actif. Les coûts de transaction liés à l'acquisition, à la vente ou à l'émission d'instruments financiers sont comptabilisés en charges pour les éléments réévalués à la juste valeur à la date de chaque état de la situation financière et imputés à l'instrument financier pour ceux qui sont évalués au coût après amortissement.

Les instruments financiers qui sont ultérieurement évalués à la juste valeur sont regroupés par niveau, de 1 à 3, selon le degré auquel la juste valeur est observable :

i) **Niveau 1 :** évaluations de la juste valeur dérivées des prix cotés (non redressés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques utilisant le dernier cours du marché;

ii) **Niveau 2 :** évaluations de la juste valeur dérivées des données autres que les prix cotés qui sont inclus dans le niveau 1 et observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (c.-à-d., les prix) ou indirectement (c.-à-d., dérivés des prix);

iii) **Niveau 3 :** évaluations de la juste valeur dérivées des méthodes d'évaluation qui comprennent les données de l'actif ou du passif et qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables (données non observables).

Les placements à court terme sont composés de certificats de placement garanti (CPG) et d'obligations encaissables et sont arrivés à échéance en décembre 2019. Les CPG sont classés au niveau 1 du fait que leur juste valeur est fondée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs identiques. Les obligations encaissables sont classées au niveau 2 du fait que leur juste valeur est fondée sur des données autres que les prix cotés qui sont inclus dans le niveau 1 et observables pour l'actif, que ce soit directement ou indirectement. Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1, le niveau 2 et le niveau 3.

d) Paiements de transfert et subventions

La Société a conclu des ententes avec des tierces parties qui sont responsables de gérer divers projets dans le secteur riverain de Toronto. Les dépenses liées à ces projets sont comptabilisées dans l'état des résultats comme paiements de transfert et subventions. Selon les modalités de ces ententes, la Société n'assume pas la propriété ou l'exploitation continue de ces projets au cours de leur aménagement ou à leur achèvement.

e) Répartition des frais de soutien généraux

La Société engage certains frais de soutien généraux communs à l'administration de l'organisation et chacun de ses projets. Les frais de soutien sont engagés pour soutenir les secteurs fonctionnels de la construction et de la mise en place, de la planification, de la conception et des approbations et de la gestion de projets. Les frais sont affectés à l'aide d'un « taux combiné », soit un taux horaire constitué de coûts directs et indirects.

f) Impôts sur le revenu

La Société est exonérée des impôts sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1) d.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et est admissible à un remboursement d'environ 86,5 % de la TVH payée sur les biens et services acquis en vertu de l'alinéa 123(1) b) de la *Loi sur la taxe d'accise*. La Société est inscrite auprès de l'Agence du revenu du Canada comme donataire reconnu et peut délivrer des reçus officiels pour les dons ainsi que recevoir des dons d'organismes de bienfaisance enregistrés.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

2. Principales méthodes comptables (suite)

g) Actifs en voie d'aménagement

Les actifs en voie d'aménagement représentent les investissements en actifs dont la Société a reçu le mandat de développer en vertu d'un accord et est le propriétaire réel ou bénéficiaire durant la phase d'aménagement. En ce qui concerne les terrains en voie d'aménagement dans cette catégorie, on comptabilise tous les coûts liés à la préparation d'un terrain pour l'aménagement, notamment les coûts associés à l'embauche d'un promoteur, au rezonage et à la gestion et au traitement du sol.

Lorsqu'un actif est quasi achevé et que la période de garantie est quasi expirée, il peut être transféré au gouvernement visé, qui en assume la propriété et l'exploitation continue, transféré aux immobilisations s'il s'agit d'un actif dont la Société conserve la propriété réelle ou est le bénéficiaire, ou l'a vendu à un tiers. Le transfert d'un actif à un gouvernement est considéré comme une opération avec une partie apparentée et la différence entre le coût et le produit est comptabilisée directement dans l'actif net. Les gains ou pertes découlant de la vente d'actifs à un tiers sont comptabilisés dans l'état des résultats.

Les actifs en voie d'aménagement sont comptabilisés au coût, ne sont pas amortis et comprennent à la fois les coûts directs du projet ainsi que les coûts indirects directement attribuables à l'actif en voie d'aménagement.

h) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Toutefois, les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des immobilisations, déduction faite de la valeur résiduelle, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, d'après la durée de vie utile estimative de celles-ci, comme suit :

Matériel informatique et logiciels	3 à 5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Matériel de bureau	5 ans

Les coûts engagés pour accroître le potentiel de service d'une immobilisation, y compris un terrain, correspondent à une amélioration et sont capitalisés. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges. Lorsqu'une immobilisation ne permet plus à la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs de l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, la valeur comptable de l'immobilisation est réduite pour tenir compte de la baisse de valeur de l'actif.

i) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers et des montants des produits et des charges comptabilisés durant l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations les plus importantes concernent l'amortissement et la perte de valeur des immobilisations, les frais courus, les produits reportés et le passif au titre des prestations constituées.

j) Fiducies sous administration

Les fiducies administrées par la Société ne sont pas consolidées dans les états financiers, car elles ne sont pas contrôlées par cette dernière.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

3. Débiteurs

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Ville de Toronto	40 556 151	2 744 082
Province de l'Ontario	39 299 452	-
TVH à recevoir	4 906 356	1 452 032
Loyers et autres débiteurs	2 033 756	3 372 223
Gouvernement du Canada	-	20 955 143
	86 795 715	28 523 480

4. Dépôts et frais payés d'avance

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Frais payés d'avance	2 668 890	3 278 944
Dépôts affectés à la construction	2 181 199	2 181 199
	4 850 089	5 460 143

La Société a remis à la Ville de Toronto (la « Ville ») des dépôts affectés à la construction pour garantir la bonne exécution, l'achèvement des travaux et les obligations connexes nécessaires à la construction d'infrastructures municipales par la Société. Les dépôts affectés à la construction seront retournés à Waterfront Toronto à l'échéance de certaines périodes d'exécution et de garantie. Les dépôts affectés à la construction de 2 181 199 \$ (2019 - 2 181 199 \$) versés à la Ville ne portent aucun intérêt.

5. Encaisse et placements affectés

La Société a reçu des dépôts faisant l'objet de restrictions qui empêchent leur utilisation à des fins d'exploitation et qui sont ventilés ci-dessous :

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Retenues de garantie à payer (TVH incluse)	15 533 261	7 645 053
Art civique East Bayfront	5 372 534	3 069 938
Dépôt - Services d'Internet à haut débit	2 803 370	2 803 370
Dépôt - Accord relatif au projet Bayside	2 236 081	2 189 786
Centre de soins pour enfants East Bayfront	1 523 235	1 491 698
Compte de garantie bloqué - Aménagement de River City	225 452	222 882
Fonds de garantie West Don Lands	-	1 574 638
	27 693 933	18 997 365

6. Actifs en voie d'aménagement

Le tableau suivant présente le détail des actifs en voie d'aménagement par catégorie :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Routes, ponts, services, structures	354 420 300	301 598 643
Terrains en voie d'aménagement	73 574 721	55 897 592
Parcs et biens du domaine public	32 740 102	29 728 728
Mesures de protection contre les inondations	225 178 064	95 867 682
	685 913 187	483 092 645

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

6. Actifs en voie d'aménagement (suite)

Le tableau suivant présente le détail des actifs en voie d'aménagement par initiatives prioritaires :

	Ensemble des localités	Port Lands	Espaces publics	Quayside	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde d'ouverture, 1 ^{er} avril 2019	322 534 971	135 100 718	12 702 115	12 754 841	483 092 645
Augmentation des immobilisations	26 528 137	170 792 716	1 625 632	2 240 046	201 186 532
Gestion de projets directe - Note 13	1 076 379	3 341 171	405 179	4 570 306	9 393 035
Frais généraux et frais de soutien - Note 13	807 437	2 317 950	297 673	3 132 518	6 555 577
Transfert d'actifs achevés au gouvernement	(12 385 256)	-	(1 929 346)	-	(14 314 602)
Solde de clôture, 31 mars 2020	338 561 668	311 552 555	13 101 253	22 697 711	685 913 187

Au cours de l'exercice, les actifs (c.-à-d. Queens Quay des rues Jarvis à Parliament, art civique au parc Sherbourne, art civique au parc Underpass, art civique des rues Eastern et Sumach, art civique de la rue Mill, parc Don River), dont le coût s'élevait à 14 314 602 \$, ont été officiellement transférés à la ville de Toronto. Ce transfert a été comptabilisé en tant que réduction des actifs en voie d'aménagement et inclus à titre de distribution d'actifs nets à l'état de l'évolution de l'actif net.

7. Immobilisations

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$	\$	\$
Terrains	87 305 565	-	87 305 565	-
Matériel informatique et logiciels	3 935 523	1 441 273	3 658 836	1 051 466
Améliorations locatives	1 415 514	719 519	833 294	630 460
Mobilier et agencements	534 047	337 727	344 455	318 567
Matériel de bureau	145 563	145 563	145 563	145 563
	93 336 212	2 644 082	92 287 713	2 146 056
Coût moins amortissement cumulé		90 692 130		90 141 657

Les terrains sont comptabilisés au coût selon les principales méthodes comptables 2h). Un terrain en particulier, portant le nom de Quayside, compte environ 2 700 000 pieds carrés classés comme zone d'aménagement.

La Société possède un terrain faisant l'objet d'une contamination environnementale. Les coûts associés à la remise en état des terrains, qui dépend de l'utilisation finale des terrains, seront comptabilisés dans la période où naît l'obligation.

La Société possède des immeubles sur plusieurs de ses propriétés. Comme ils sont tous destinés à la démolition, et qu'aucun d'entre eux n'est destiné à un usage autre que la location temporaire, ils sont inscrits à une valeur comptable de néant \$ (2019 - néant \$).

8. Facilité de crédit

En 2015, la Société a obtenu une facilité de crédit renouvelable dont le montant d'emprunt maximal est de 40 millions de dollars. Cette facilité porte intérêt au taux préférentiel du Canada moins 0,25 %. Au 31 mars 2019, le taux d'intérêt de la Société était de 1,95 % (2018 - 3,70 %). La facilité est garantie par une sûreté de premier rang sur plusieurs biens immobiliers de la Société situés dans la Ville de Toronto ainsi qu'un contrat de sûreté générale et par une entente de sécurité générale créant une charge de premier rang sur les biens de la Société obtenus autrement que par un accord de contribution, y compris les débiteurs. Au 31 mars 2020, la limite d'emprunt autorisée était de 37 millions de dollars à la suite d'une lettre de crédit réemise par Waterfront Toronto en 2019 pour le ministère des Pêches et des Océans pour le projet de la rue Cherry lié aux eaux pluviales et au remblayage du lac.

En vertu du contrat de financement en vigueur, la Société est soumise à une clause restrictive. Selon les modalités de la facilité de crédit renouvelable, la Société doit s'assurer que la valeur d'expertise la plus récente pour les propriétés garantissant la facilité doit couvrir au minimum 150 % de son encours. Au 31 mars 2020, la Société est en conformité avec cet engagement et s'attend à le demeurer pour les 12 prochains mois.

9. Crédoeurs et frais courus

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Frais courus	26 518 973	17 962 206
Retenues de garantie à payer	15 458 583	6 765 533
Crédoeurs	3 106 647	199 949
	45 084 203	24 927 688

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

10. Apports reportés

Les apports reportés représentent des apports du gouvernement pour des projets spécifiques et qui, au 31 mars 2020, n'ont pas été appliqués à des coûts admissibles, ainsi que des apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations qui n'ont pas encore été amorties.

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Charges de périodes futures		
Solde, au début de l'exercice	101 652 189	57 385 232
Apports additionnels	75 157 645	47 917 813
Moins : montants comptabilisés à titre de produits	(701 066)	(3 650 856)
Solde, à la fin de l'exercice	176 108 768	101 652 189
Apports liés aux immobilisations		
Solde, au début de l'exercice	-	44 049
Plus : apports pour l'acquisition d'immobilisations et d'actifs en voie d'aménagement	191 616 104	122 781 531
Moins : apports directs à l'actif net	(191 126 483)	(122 565 588)
Moins : montants amortis aux produits	(489 621)	(259 992)
Solde, à la fin de l'exercice	-	-
	176 108 768	101 652 189

11. Autres passifs et obligations

Les autres passifs et obligations représentent principalement les dépôts de garantie et les dépôts aux promoteurs.

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Dépôt - Services d'Internet à haut débit	2 303 930	2 303 930
Dépôt - Accord relatif au projet Bayside	2 256 073	2 195 863
Dépôt - Loyers et autres	948 086	805 133
Total des autres passifs	5 508 089	5 304 926
Tranche à court terme	(948 086)	(805 133)
	4 560 003	4 499 793

12. Actif net

a) L'actif net inscrit à l'état de la situation financière se compose des éléments suivants :

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Montants investis en immobilisations non amortissables	87 305 565	87 305 565
Montants investis en actifs en voie d'aménagement	685 913 187	483 092 645
Surplus (déficit) non affecté (Note 12b)	(16 746 684)	9 247 438
Cumul des gains de réévaluation	21 350	252 025
	756 493 418	579 897 673

b) (Insuffisance non affectée) excédent non affecté

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
(Insuffisance non affectée) excédent non affecté, solde d'ouverture	9 247 438	(2 290 446)
Excédent des produits sur les charges	14 539	28 054 169
Investissements dans les actifs en voie d'aménagement	(26 008 661)	(16 516 285)
(Insuffisance non affectée) excédent non affecté, solde de clôture	(16 746 684)	9 247 438

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

13. Frais par initiatives prioritaires et fonction

	Ensemble des localités	Initiatives stratégiques	Eastern Waterfront Transit	Initiatives Signature	Lieux publics	Quayside	Port Lands	Total 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Coûts directement liés aux projets :</i>								
Coûts de planification et de mise en œuvre de projets	615 762	211 946	640 137	212 729	128 648	-	-	1 809 218
Gestion de projets - salaires, honoraires et avantages	1 533 606	662 761	285 769	205 506	444 786	4 570 306	3 341 171	11 043 905
Moins gestion de projets - salaires, honoraires et avantages liés aux actifs en voie d'aménagement (Note 6)	(1 076 379)	-	-	-	(405 179)	(4 570 306)	(3 341 171)	(9 393 035)
	1 072 989	874 707	925 906	418 235	168 255	-	-	3 460 088
<i>Frais généraux :</i>								
Salaires, honoraires et avantages	517 658	223 710	96 459	69 367	150 134	1 534 780	1 135 681	3 727 791
Frais généraux et administratifs	391 461	169 173	72 944	52 456	113 534	1 160 624	858 819	2 819 012
Communications, publicité et relations gouvernementales	53 452	23 100	9 960	7 163	15 503	158 477	117 269	384 924
Technologies de l'information	93 980	40 614	17 512	12 593	27 257	278 637	206 181	676 775
	1 056 551	456 597	196 875	141 579	306 428	3 132 518	2 317 950	7 608 502
Moins frais généraux et frais de soutien liés aux actifs en voie d'aménagement (Note 6)	(807 437)	-	-	-	(297 672)	(3 132 518)	(2 317 950)	(6 555 577)
	1 322 103	1 331 304	1 122 781	559 814	177 011	-	-	4 513 013

Les frais généraux pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 ont été affectés aux initiatives prioritaires selon un coefficient d'imputation des coûts indirects généraux de 0,69 (2019 - 1,16) pour chaque dollar de main-d'œuvre directe (gestion de projets - salaires et avantages). Le total des salaires, des honoraires et des avantages pour la Société s'élève à 14 771 696 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 (2019 - 13 809 131 \$), ce qui comprend les salaires, honoraires et avantages directement liés à la gestion de projets de 11 043 905 \$ (2019 - 8 382 157 \$) et les salaires, honoraires et avantages généraux de 3 727 791 \$ (2019 - 5 426 974 \$).

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

13. Frais par initiatives prioritaires et fonction (suite)

	Ensemble des localités	Initiatives stratégiques	Eastern Waterfront Transit	Initiatives Signature	Lieux publics	Quayside	Port Lands	Total 31 mars 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Coûts directement liés aux projets :</i>								
Paiements de transfert et subventions								
Coûts de planification et de mise en œuvre de projets	1 935 404	154 624	746 344	-	92 375	-	-	2 928 747
Gestion de projets - salaires, honoraires et avantages	1 251 602	1 724 722	161 158	-	242 318	2 855 694	2 146 662	8 382 157
Moins gestion de projets - salaires, honoraires et avantages liés aux actifs en voie d'aménagement (Note 6)	(968 880)	-	-	-	(241 131)	(2 855 694)	(2 146 662)	(6 212 367)
	2 218 126	1 879 346	907 502	-	93 562	-	-	5 098 538
<i>Frais généraux :</i>								
Salaires, honoraires et avantages	413 710	1 464 165	104 049	-	157 141	2 242 252	1 045 658	5 426 974
Frais généraux et administratifs	229 742	782 322	55 265	-	87 821	1 205 384	555 199	2 915 733
Communications, publicité et relations gouvernementales	40 752	141 940	10 228	-	15 114	218 381	101 264	527 679
Technologies de l'information	67 877	237 784	16 920	-	25 708	364 863	169 584	882 736
	752 081	2 626 211	186 462	-	285 784	4 030 880	1 871 705	9 753 122
Moins frais généraux et frais de soutien liés aux actifs en voie d'aménagement (Note 6)	(1 209 658)	-	-	-	(354 027)	(4 030 880)	(1 871 705)	(7 466 271)
	1 760 549	4 505 557	1 093 964	-	25 319	-	-	7 385 389

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

14. Engagements

Les engagements de la Société en vertu de contrats de location jusqu'au 31 mai 2023 s'élèvent à 3 811 723 \$.

15. Informations à fournir sur les risques

i) Risque de crédit :

Le risque de crédit est lié à l'encaisse, à l'encaisse et aux placements affectés détenus après de banques et à l'exposition au risque de crédit des gouvernements et des autres débiteurs, notamment les débiteurs. L'exposition maximale au risque de crédit est égale à la valeur comptable (nette des provisions) des actifs financiers. Le risque de crédit de contrepartie est géré dans le but de prévenir les pertes sur des actifs financiers. La Société évalue la solvabilité de ses partenaires de financement et de ses débiteurs en tenant compte de leur situation financière, de leurs antécédents et d'autres facteurs.

ii) Risque de liquidité :

Le risque de liquidité est le risque par lequel la Société ne puisse pas respecter ses obligations financières. La Société gère son risque de liquidité dans le but de s'assurer qu'elle aura toujours des liquidités suffisantes pour respecter ses engagements au moment où ils sont dus, et ce, sans avoir à subir des pertes inacceptables ou entacher sa réputation. La Société gère son risque de liquidité en exerçant un suivi constant de ses créiteurs et autres éléments de passif, en mettant l'accent sur le recouvrement auprès des débiteurs et en obtenant à l'avance du financement auprès des gouvernements.

iii) Risque de marché :

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, par exemple les taux d'intérêt, influent sur la juste valeur des actifs et passifs comptabilisés ou des flux de trésorerie futurs liés aux activités de la Société. La Société est exposée aux variations des taux d'intérêt, qui pourraient avoir une incidence sur ses revenus d'intérêts sur des placements à court terme. Au 31 mars 2020, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, mais que toutes les autres variables étaient demeurées constantes, l'excédent des produits sur les charges aurait augmenté ou diminué respectivement de néant \$ (2019 - 81 645 \$).

iv) Risque de change : La Société a des liquidités exprimées en devises étrangères et est exposée au risque de change. L'état de la situation financière comprend une encaisse de 90 248 \$ (2019 - 1 475 932 \$) et des créiteurs de 1 212 039 \$ (2019 - 86 817 \$), qui ont été convertis du montant libellé en dollars américains.

16. Autres produits de fonctionnement nets

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Revenus de location, de stationnement et autres	3 962 881	4 417 801
Moins : frais de fonctionnement	(3 325 458)	(3 565 462)
	637 423	852 339
Intérêts	2 181 490	1 329 354
Autres produits	157 802	94 188
Autres produits de fonctionnement nets	2 976 715	2 275 881

17. Produits tirés de la vente de terrains et autres produits

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2020, la Société a reçu un montant de 245 625 \$ (2019 - 1 604 100 \$) en produits de la part d'un sous-traitant pour la livraison du remblai au site du projet de remblayage du lac de la rue Cherry et 114 525 \$ (2019 - 27 648 729 \$) associé à la vente des terrains à East Bayfront appartenant à la Ville de Toronto.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

18. Fiducie sous administration

En février 2016, la Société est devenue administrateur du fonds Project Under Gardiner (The Bentway). En vertu d'un protocole d'entente daté du 22 décembre 2015, le coût total prévu du Project Under Gardiner était de 25 000 000 \$, dont la Ville de Toronto versera une tranche de 23 500 000 \$ à la Société aux fins de réalisation du projet. À l'heure actuelle, le coût estimatif du projet est de 26 194 499 \$ en raison du champ d'application élargi conformément à l'entente de livraison conclue entre la Société et la Ville de Toronto dans le cadre des projets Events Dock et Garisson de même que l'accord relatif au projet Bentway Conservancy. Au 31 mars 2020, la Société avait reçu 25 730 259 \$.

La fiducie a droit à tout intérêt gagné sur le solde des fonds. Un sommaire de la situation financière de la fiducie au 31 mars 2020 est présenté ci-dessous.

Situation financière au 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Encaisse et débiteurs	543 949	935 736
Actifs en voie d'aménagement	25 638 547	25 189 440
Total de l'actif	26 182 496	26 125 176
Créditeurs et frais courus	303 904	-
Actifs nets	25 878 592	26 125 176

Produits et charges au 31 mars 2020

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Produits		
Produits philanthropiques	-	35 000
Produits affectés	(213 352)	830 096
Total des produits	(213 352)	865 096
Produits cumulés (depuis la création de la fiducie)	25 730 259	25 943 611
	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Coûts directs des projets		
Planification et conception	-	206 167
Mise en œuvre et construction	449 107	3 433 546
Frais de gestion des projets	-	135 000
Total des charges	449 107	3 774 713
Charges cumulées (depuis la création de la fiducie)	25 638 547	25 189 440

19. Contrats de change à terme

La Société a recours à des contrats de change à terme pour réduire son exposition à la variation des taux de change qui découle des opérations conclues en devises étrangères. La Société ne conclut pas des contrats de change à terme à des fins de négociation ou de spéculation. La Société comptabilise les gains non réalisés et les pertes non réalisées relatives aux opérations futures non réglées dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Les gains réalisés et les pertes réalisées relatives aux opérations de change sont comptabilisés dans l'état des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, l'état des gains et pertes de réévaluation comprend (la perte non réalisée) le gain non réalisé issu(e) des contrats à terme de (260 869) \$ (2019 - 305 429 \$). Au 31 mars 2020, la Société a conclu des contrats de change à terme notionnels de 3 700 000 \$ US restant dû dont les règlements se font mensuellement jusqu'en juin 2020.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

20. Statut de donataire reconnu

En 2017, la Société a été inscrite auprès de l'Agence du revenu du Canada comme donataire reconnu et peut désormais délivrer des reçus officiels pour les dons ainsi que recevoir des dons d'organismes de bienfaisance enregistrés. Le statut est en vigueur depuis le 24 juin 2016. La Société n'a reçu aucun don au 31 mars 2020.

21. Passifs éventuels

- a) En vertu des conditions des accords relatifs aux apports, la Société mettra à couvert la responsabilité de la Ville, de la Province de l'Ontario et du gouvernement du Canada, de même que de leurs dirigeants, employés et mandataires, à l'égard des réclamations, pertes, dommages, coûts, frais, actions et autres procédures liés à une blessure, à un décès, ou à des dommages matériels, à une violation de droits ou à tout autre type de préjudice découlant de tout acte négligent ou délibéré ou de toute omission ou tout retard de la Société, de ses administrateurs, dirigeants, employés, entrepreneurs, mandataires ou sous-traitants dans le cadre de la réalisation d'un projet ou en raison d'un projet, sauf si la blessure, la perte ou le dommage a été provoqué par la Ville, la Province de l'Ontario et/ou le gouvernement du Canada ou leurs dirigeants, employés ou mandataires respectifs.

La Société exige que tous les bénéficiaires admissibles mettent à couvert la Société selon les mêmes principes que ceux décrits ci-dessus.

La Société exige que la plupart des sous-traitants mettent à couvert le gouvernement et la Société, de même que leurs dirigeants, employés et mandataires respectifs à l'égard des réclamations, obligations et demandes relatives à des blessures (y compris des décès), à la perte ou la destruction de biens matériels, et à la violation de droits, le tout découlant directement :

- i) du non-respect de toute condition du contrat par un tiers ou par l'un de ses dirigeants, employés ou mandataires; ou
 - ii) de toute omission ou de tout acte négligent ou délibéré de la part d'un sous-traitant tiers ou de l'un de ses dirigeants, employés ou mandataires relativement au projet applicable.
- b) En vertu de l'accord de livraison avec chaque bénéficiaire admissible, respectivement, la Société met à couvert le bénéficiaire admissible et ses dirigeants, employés et mandataires à l'égard de toute réclamation relative à une perte découlant directement :
- i) du non-respect, par la Société, de l'accord de livraison ou des documents ou attestations fournis en vertu de cet accord; ou de
 - ii) toute omission ou de tout acte négligent ou délibéré de la part de la Société, de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires relativement au projet.

La direction tente de limiter l'exposition de la Société au titre de ces indemnisations par la souscription d'assurance des administrateurs et des dirigeants, la répartition du risque aux bénéficiaires admissibles et aux sous-traitants (décrits ci-dessus), l'application des politiques et procédures de la Société et des bénéficiaires admissibles, et la surveillance accrue, s'il y a lieu.

- c) La Société a conclu plusieurs accords d'aménagement avec de tiers constructeurs relativement aux terrains situés dans les quartiers West Don Lands et East Bayfront. En vertu de ces accords, la Société a fourni aux constructeurs certaines déclarations en matière d'avancement, qui sont fondées sur des obligations particulières de la Société en matière d'aménagement. Ces déclarations se rapportent principalement aux retards. Le passif éventuel maximal futur lié à ces déclarations s'élève à 7,5 millions de dollars au titre d'un accord d'aménagement avec un constructeur. Même si les montants au titre des autres accords d'aménagement ne peuvent être déterminés, ils sont limités aux charges engagées et aux débours engagés dans le cadre de l'aménagement. Aucun montant pour ces déclarations n'a été inscrit dans les états financiers. La direction tente de limiter l'exposition potentielle de la Société au titre de ces garanties en adoptant de saines pratiques d'établissement des échéances, des coûts et de champ d'application.

22. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la méthode de présentation de l'exercice courant.

23. Événement postérieur à la date des états financiers

Le 7 mai 2020, Sidewalk Labs a annoncé sa décision de se retirer du projet d'aménagement de terrain de la Société de Quayside dans le secteur riverain de Toronto. Cette nouvelle ne devrait pas avoir de répercussions négatives immédiates sur les activités de la Société.

Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

24. Incidences de la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré la pandémie de COVID-19. Le 3 avril 2020, le gouvernement provincial de l'Ontario a décrété la fermeture des établissements des entreprises non essentielles en vertu de la Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence. Il a été déterminé que les principaux projets de Waterfront Toronto, y compris le projet de protection des terres portuaires contre les inondations, étaient des lieux de travail essentiels, et les activités de construction ont donc pu se poursuivre. Le 1^{er} mai 2020, le gouvernement provincial de l'Ontario a assoupli les restrictions en vertu de la Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence, et les autres projets de Waterfront Toronto ont également été considérés comme des lieux de travail essentiels. Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu des incidences sur les projets de Waterfront Toronto en raison des exigences accrues à respecter en matière de santé et sécurité et de certains retards dans la chaîne d'approvisionnement, elle n'a entraîné aucune répercussion importante à ce jour sur les actifs, les charges ou les passifs à la date des présents états financiers.